

# « Vouloir renverser Poutine : une logique particulièrement dangereuse »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
RONAN PLANCHON @RonanPla

**LE FIGARO.** - Lors de sa récente allocution, Poutine a de nouveau fustigé les pays occidentaux et brandi la menace de l'arme nucléaire. En réponse, peut-on imaginer que les États-Unis mettent en place la stratégie du « changement de régime », jadis assumée par les conservateurs ?

**Pierre LELLOUCHE.** - Du côté occidental les principaux dirigeants, Biden, Macron, Scholz répètent à l'envi que « nous ne sommes pas en guerre contre la Russie ». Ils plaident uniquement pour la défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et donc pour le retrait de l'armée russe des territoires occupés.

Le problème est que beaucoup d'autres personnalités politiques, disent autre chose : à commencer par le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, qui présente l'engagement américain envers l'Ukraine comme le moyen d'empêcher la Russie de recommencer de menacer ses voisins. Dans l'entourage du président Zelensky, voire pour d'autres personnalités comme Lech Waszla, président de la Pologne entre 1990 et 1995, pour des dirigeants des États baltes, comme pour nombre d'intellectuels et commentateurs,

on va même plus loin : il faut en finir avec le régime autoritaire, voire totalitaire de Poutine. Selon eux, il est indispensable de créer une situation qui obligerait Pouti-

ne à quitter le pouvoir. Et cela passe par une authentique victoire sur l'armée russe. La défaite de la Russie étant le seul moyen de la « guérir » une fois pour toutes, de son « virus impérialiste », comme le dit Garry Kasparov.

Cette guerre, et c'est cela qui m'inquiète, est donc passée d'une classique dispute territoriale sur la partie est de l'Ukraine, voire sur le statut de neutralité ou non de ce pays, à un affrontement plus bien plus fondamental - un affrontement civilisationnel entre une Russie par essence impérialiste et l'ensemble du monde occidental démocratique. Un affrontement total donc, historique, où il n'existe à présent aucune place pour la négociation.

La question centrale de toute cette affaire est bien celle-ci : quels sont les buts de guerre ?

En mars, Joe Biden avait semé le trouble en lançant à Varsovie, au sujet de Poutine : « Pour l'amour de Dieu, cet homme ne peut pas rester au pouvoir ! » La Maison-Blanche a ensuite rétropédalé. Comment l'interpréter ?

La question centrale de toute cette affaire est bien celle-ci : quels sont les buts de guerre ? Cherche-t-on à revenir aux frontières du 23 février 2022 à la veille de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ? Ou à revenir aux frontières de 1991, et donc à reconquérir la Crimée ? Ou à en finir avec Poutine ? Les buts de guerre n'ont cessé d'évoluer au fil des mois, au fil des livraisons de plus en plus massives d'armes, et de la situation sur le terrain, la guerre produisant son propre engrenage. À noter que la même ques-

tion se pose quant aux sanctions occidentales : ont-elles pour but de punir la Russie et de couper définitivement toute relation avec elle ? Ou bien sont-elles supposées servir, demain, de monnaie d'échange dans le cadre d'un règlement du conflit ?

Cette confusion dans les buts de guerre, cette fuite en avant dans les imprécations des deux côtés ne laissent pas d'inquiéter. Car il ne faut pas oublier que pas moins de quatre puissances nucléaires sont impliquées dans ce conflit : la Russie, les États-Unis, l'Angleterre et la France.

Souvenons-nous qu'en 1914, personne n'avait entendu parler de la Bosnie. Au départ, le conflit était très localisé. Puis, par le jeu des alliances et des erreurs de calcul de divers côtés, il s'est transformé en une guerre mondiale dévastatrice. On connaît le résultat : plusieurs dizaines de millions de morts.

Sans l'option militaire, les partisans du « changement de régime » auraient-ils les moyens de leurs ambitions ?

Sans l'option militaire, j'en doute. Ceux qui plaident pour un changement de régime à Moscou, ceux qui souhaitent traîner Poutine devant un tribunal international, veulent une victoire militaire. Leur idée est qu'une défaite de l'armée russe entraînerait une révolution à l'intérieur même de la Russie, puis le remplacement de Poutine par une personnalité supposément plus raisonnable. On entre ici selon moi dans une logique particulièrement dangereuse : non seulement parce que l'hypothèse d'une alternance démocratique à Moscou n'est nullement garantie, mais surtout parce que la perspective d'un chaos révolutionnaire dans un État disposant de plusieurs dizaines de milliers d'ogives nucléaires, n'a rien de rassurant.

Pour l'heure, chacun reste dans l'escalade imprécatoire. Joe Biden et Ursula von der Leyen qualifient le maître du Kremlin de « criminel de guerre ». Ces accusations sont fondées sur le plan moral, mais comment peut-on négocier un jour avec un criminel de guerre ? Je crains fort que ce type de discours ne permette pas une sortie de crise. ■

Retrouvez la version intégrale de cet entretien sur FigaroVox Premium.

## Les rencontres du FIGARO



**ALAIN FINKIELKRAUT ET PIERRE MANENT**

le mercredi 19 octobre à 20h, Salle Gaveau.

Tarif : 25 €.

Reservations : 0170 37 18 18 ou [www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres).

DESSIN: FABIEN CLAREFOND



### PIERRE LELLOUCHE

L'ancien président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan s'inquiète d'une « escalade imprécatoire » qui, selon lui, a transformé un conflit territorial et géopolitique en guerre de civilisations, ruinant tout espoir de négociation et de sortie de crise.